

La Bataille d'Alep 2012-2016 (2ème partie)

✘ En décembre 2016, la dernière poche rebelle d'Alep Est réduite à quelques km² est en passe d'être submergée par les forces pro-régime. Il nous est apparu opportun de revenir sur l'histoire de cette bataille, symptomatique des évolutions, des impasses dans lesquelles les différents protagonistes se sont enfermés au cours d'un conflit qui leur échappe. Cet article est la suite d'un premier article sur le début de la bataille d'Alep.

Fin 2012 / début 2013, les rebelles contrôlent la plus grande partie de la métropole. Les groupes rebelles sont très hétérogènes, et ils s'opposent aussi bien sur les méthodes, sur les personnes que sur les projets politiques en cas de victoire. Alep est ainsi l'un des lieux d'engagement des jihadistes, prônant l'instauration de la Charia, mais aussi de groupes de l'ASL, combattant pour une Syrie démocratique et multiconfessionnelle. La difficulté est que les groupes ASL se sont aussi constitués pour poursuivre des intérêts personnels, la recherche de butin et le brigandage des populations, les discours démocrates étant parfois le moyen de séduire les soutiens occidentaux, indispensables pour obtenir armes et financements.

✘ Le comportement de certaines bandes menées par des chefs de guerre locaux, fait perdre toute crédibilité à l'ASL au sein de la population, surtout lorsqu'il est comparé au comportement des groupes jihadistes, mieux tenus et surtout dont les membres adhèrent tous à un projet transcendant la satisfaction de leur cupidité.

C'est ainsi que les affrontements et les oppositions au sein de la rébellion, entre groupes rebelles, comme entre certaines

bandes et les populations, vont miner les positions à Alep et faciliter les opérations du régime.

Un autre point à signaler est le choix effectué très tôt par le groupe jihadiste le plus extrémiste (front al-Nosra) de s'allier en fonction des nécessités locales avec l'ASL. Cette stratégie d'alliance ponctuelle avec des groupes modérés voire nationalistes, n'était pas évidente pour des jihadistes poursuivant un projet totalitaire et non négociable. L'une des plus anciennes traces est l'accord signé par al Nosra et d'autres groupes, y compris d'ASL, le 19 novembre 2012 rejetant la Coalition nationale syrienne instaurée à Doha. Cette option va bientôt constituer le marqueur distinctif d'Al Nosra par rapport à l'Etat islamique qui va apparaître en 2013.

Le régime a réussi à stabiliser la situation mais occupé ailleurs, il n'a pas pu véritablement lancer de contre-offensive. Lui-même dépend de ses soutiens étrangers, au premier desquels se trouve l'Iran. Or, les leaders iraniens portent une attention particulière à Alep, objet des visites de hauts responsables dès 2013, alors même que la zone est dangereuse.

L'année 2013 voit donc le début d'une campagne de reconquête par le régime qui va durer 3 ans et se distingue par son caractère de guerre totale mais aussi par sa constance, signe d'une stratégie cohérente et obstinée.

Alep 2013 : Tempête du Nord et début de la reconquête

Les opérations se poursuivent dans Alep tout l'hiver, entre voitures piégées, bombardements aériens et escarmouches.

Le 2 février 2013, un rassemblement de groupes rebelles, comprenant des groupes ASL, le Liwa al-Tawhid, Ahrar al-Sham (AAS) et le front al-Nosra (JAN) lancent une offensive pour prendre le quartier méridional de Sheik Saeed. Le succès est complet et l'impact important puisque les zones du régime à

l'ouest d'Alep sont coupées de leur dernière voie de ravitaillement vers l'aéroport (la route M5 est coupée depuis 2012).

Ce succès est remporté grâce à une préparation de l'attaque, au soutien des moyens lourds (artillerie, blindés,...) pris lors de la capture des bases et surtout à l'unification temporaire des efforts des groupes rebelles.

La tactique employée pour l'offensive mise tout sur la surprise et le choc initial causé par une ou plusieurs attaques suicides au camion lourdement piégé « sonnant » les défenseurs assaillis ensuite par des éléments débarqués de blindés ou véhicules légers à proximité de l'objectif.

Les rebelles exploitent leur succès en lançant d'autres offensives préparées, contre la base aérienne al-Jarrah, qui est prise le 12 février 2012. A chaque fois, les attaques sont lancées avec les groupes djihadistes en tête (JAN ou AAS), et le soutien de groupes de l'ASL qui dispose des moyens militaires livrés par les soutiens étrangers.

Les rebelles prennent ensuite le 13 février la base 80[i], affaiblissant encore les défenses du régime à l'est d'Alep.

C'est à cette date l'apogée du contrôle rebelle sur Alep et sa métropole.



En, effet, le régime prépare sa réaction après avoir stabilisé la situation. Cela suppose de reconstituer les forces, rassembler des renforts et de définir un plan. L'implication iranienne est dès cette époque importante dans le commandement, comme dans la protection des données et matériels « sensibles » de la région (la base de as-Safira est le lieu de fabrication des Scuds et missiles, y compris avec charge chimique, dont certains de ceux livrés au Hezbollah).

C'est ainsi que le général Hassan Shateri, de la force Quds des IRGC iraniens se rend d'abord dans la zone, avant d'aller à Damas et d'être assassiné sur la route Damas – Beyrouth le 13 février 2013. Ce voyage d'un très haut gradé iranien, expert en ingénierie, au moment où la zone au sud d'Alep est visée par de multiples attaques rebelles, a interpellé dès cette époque. Officiellement, l'Iran a précisé que Shateri s'était rendu à Alep pour préparer la reconstruction de la ville (sic)[ii], mais la situation au moment du voyage (perte des bases de Jarrah et 80 et menace sur l'usine de missiles de Safira) amène à douter fortement de cette version[iii].

En avril 2013, les groupes rebelles islamistes affirment prendre la tête de la rébellion, information infondée mais qui est immédiatement exploitée par le régime pour légitimer ses attaques et ses bombardements sur la ville, réduite à un repère de jihadistes terroristes appliquant la Charia, ce qui est factuellement faux[iv].

Le régime lance l'opération « Tempête du Nord » le 9 juin 2013. Il s'agit de relier les différentes poches qui résistent en partant du sud-est. La priorité est d'abord de dégager as-Safira (base de fabrication des Scuds et missiles, y compris avec charge chimique, dont certains de ceux livrés au Hezbollah) puis de remonter jusqu'aux quartiers d'Alep ouest qui tiennent encore.



L'engagement massif de l'aviation, qui entame alors ses bombardements indiscriminés avec des barils d'explosifs des quartiers civils rebelles de la ville, et surtout l'arrivée au sol de troupes d'élite (la Tiger Force, émanation de la 4^{ème} division blindée, unité de la Garde républicaine à recrutement essentiellement alaouite), permettent au régime d'atteindre ses premiers objectifs dès l'automne 2013, sans parvenir à reprendre la ville. Une route est réouverte par Khanasser

(repris le 3 octobre) et Safira vers les quartiers Ouest d'Alep, et l'aéroport international d'Alep est dégagé.



La base 80 est reprise après le 10 novembre 2013, par une offensive de grande ampleur du régime, malgré la résistance des rebelles, dont des groupes de l'EI arrivés en renfort de l'est.

Il convient de souligner que parmi les forces engagées par le régime se trouvent des milices chiites, du unités du Hezbollah comme des troupes iraniennes, confirmant l'intérêt particulier de l'Iran pour Alep.

Ces échecs entraînent la démission du chef rebelle du Conseil militaire d'Alep, le général al-Okaidi le 3 novembre, et après de multiples déclarations appelant à l'unité, Ahrar al-Sham rameute des renforts et ralentit l'offensive.

Les rebelles tentent plusieurs offensives à l'ouest contre les quartiers du Nouveau Alep, notamment fin juin avec l'offensive appelée « bataille de Qadisiyah » sans succès. En juillet d'autres offensives sont lancées, notamment une première attaque des enclaves chiites de Zahra et Nubl, qui est repoussée. Les rebelles continuent des attaques locales, désordonnées et sans cohérence, dans le but apparent de faire diversion aux offensives du régime à Homs et Alep. Ces opérations usent les effectifs, malgré quelques succès. Une alliance de groupes jihadistes prend le 20 décembre 2013 l'hôpital Kindi, ce qui donne lieu à l'exécution filmée de tous les soldats du régime faits prisonniers. D'autres exécutions ont déjà eu lieu par exemple lors de la prise de Khan al-Asal le 22 juillet.

A partir de juin 2013, les groupes affiliés à l'EI se signalent par leurs actions à Alep (attaques à la voiture piégée ou offensive), mais ils restent intégrés au sein des

autres groupes rebelles, y compris ceux de l'ASL ou du Front al-Nosra. Le courant jihadiste est donc séparé en 2 groupes : l'EI et Al-Nosra, ce dernier réunit les autres groupes jihadistes au sein du Front islamique, proclamé en novembre. A la fin de l'année, l'hostilité entre l'EI et les autres groupes rebelles devient de plus en plus marquée, minant la rébellion.

Signalons aussi qu'à partir du 19 juillet 2013, des affrontements violents commencent entre les Kurdes du YPG et des groupes jihadistes, notamment dans les zones à proximité de la frontière turque (entre Ras al-Ayn et Tel Abyad). Les Kurdes ont rédigé une constitution pour affirmer leur autonomie, qui est rejetée en bloc par les rebelles.

L'année 2013 se termine donc sur une situation stabilisée entre les deux camps s'affrontant sur une ligne nord-sud dans Alep, avec plusieurs poches du régime encerclées et qui tiennent encore. A partir du mois de décembre 2013, le régime lance une série de raids aériens intenses sur les villages de la banlieue est d'Alep.



Une partie des forces pro-régime engagées dans d'autres secteurs (Homs, al Qusayr) sont devenues disponibles, notamment le gros des contingents du Hezbollah, et sont redéployés à Alep.

Alep en 2014 : le reflux continue

Les tensions sont si vives au début de l'année 2014, qu'une nouvelle provocation de l'EI entraîne des manifestations contre ce groupe dans toutes les zones rebelles, qui dégénèrent bientôt en affrontements armés entre l'ensemble des groupes rebelles et l'EI en janvier 2014[v].

L'EI engage à l'est d'Alep pour le contrôle des régions autour d'al-Bab un de ses leaders, Omar al-Shishani dès janvier, avec

une force conséquente ramenée d'Irak.

Le régime profite de ces affrontements armés pour relancer son offensive dès le mois de janvier. C'est l'opération « Canopus Star » visant à conquérir les banlieues orientales de la ville, en contournant les quartiers Est fortement urbanisés. Lancée avec de gros moyens[vi], notamment les milices du Hezbollah et un fort soutien aérien, elle n'atteint pas immédiatement ses objectifs même si les positions rebelles sont entamées et l'avance régulière.

Au printemps 2014, les gains du régime sont lents mais progressifs malgré les contre-attaques rebelles, dans la vieille ville comme dans les zones industrielles et les villages à l'est de la métropole.

En mai 2014, les forces pro-régime parviennent à dégager le siège de la prison, et en juillet, ils terminent la conquête de l'immense zone industrielle Sheikh Najjar, qui coupe la route Alep – al-Bab.

Cette séquence de janvier à mai 2014 montre que le régime et ses alliés font un effort de plusieurs mois pour parvenir à prendre en pince les quartiers est d'Alep, et surtout menacer les routes directes vers le Nord et la Turquie. La configuration du conflit dans la métropole change.

Face à cet effort obstiné dans la durée, les rebelles sont incapables de se mobiliser après les pertes subies lors des combats pour expulser l'EI d'Alep en janvier 2014. Ils cèdent encore du terrain. Le soutien occidental est réservé à des groupes ASL minoritaires qui s'engagent à ne pas combattre avec des groupes jihadistes, ce qui est impossible sur le terrain.

Le régime pousse aussi au sud d'Alep, dégageant sa voie de communication, et donnant de l'espace aux installations militaires contrôlées par les Iraniens entre Alep et Safira (camps d'entraînement, etc.)

✘ En juillet 2014, avec la proclamation du Califat par l'EI, la situation s'est clarifiée au sein de la rébellion. Le régime profite des divisions internes à la rébellion pour poursuivre son effort, toujours vers le Nord à partir des banlieues orientales de la ville. Le régime commence à prendre pied à l'Ecole d'infanterie (au nord-est).

En septembre 2014, de durs combats d'usure se déroulent dans le vieil Alep, autour de la citadelle, occasionnant des dommages aux monuments. Aucun des camps ne prend d'avantage dans une séquence chaotique et couteuse en pertes.

✘

En octobre 2014, le régime reprend enfin, après 2 mois d'efforts, la zone d'Handarat et termine le mois en contrôlant la hauteur de Tal Madafa, qui domine le nord d'Alep. Les rebelles résistent en tenant une large portion des quartier est d'Alep, qui ne sont plus reliés que par une seule route, « Castello road ».

✘

✘ La progression du régime a profité de l'absence d'unité des rebelles, aggravée par l'avènement du conflit avec l'EI dès le début de l'année 2014.

Au départ intégré dans le large spectre des groupes rebelles jihadistes, les groupes affiliés à l'Etat islamique ont commencé à se heurter progressivement aux autres groupes, à partir de la fin 2013, d'abord par leur campagne de recrutement agressive et leur propension à chercher le contrôle des villages plutôt que le combat contre le régime. Cette opposition se précipite dans toutes les zones rebelles avant même la proclamation du Califat en Irak le 29 juin 2014. Cet affrontement interne à la rébellion va la priver de toute profondeur stratégique, car l'EI est certes expulsé d'Alep, mais il prend le contrôle de tout l'arrière pays aleppin au

nord et à l'est, justement dans la zone concernée par la poussée de l'offensive « Canopus Star ».

L'EI draîne une partie des groupes armés (comme la brigade Dawud, partie en renfort d'Idlib pour contrer l'offensive du régime contre Alep et qui déserte pour rallier l'EI au lieu de prêter main forte aux rebelles[vii]), mais il mobilise aussi une partie des effectifs rebelles, qui doivent lutter pour garder leurs dernières voies de communication avec la Turquie, dans la zone Azaz / Mare'a, attaquée par l'EI.


Si l'Etat islamique est repoussé d'Alep et des zones à l'ouest de la ville par les rebelles, il s'installe durablement à l'est, prenant le contrôle de larges portions de la frontière turque (Jarablus), d'Al-Bab et du village de Dabiq, possession symbolique au regard du rôle de ce village dans la cosmogonie jihadiste.

A la fin de l'année 2014, la carte à Alep se fige, avec une coupure de la ville, et un tracé du front en forme de spirale hyperbolique, les quartiers rebelles d'Alep étant coincés et menacés d'encerclement.



Alep en 2015 : le temps des occasions ratées

L'année 2015 débute par une offensive importante des forces pro-régime, pour la plupart des milices chiites iraniennes ou afghanes, au nord de la ville.

 Il s'agit de couper la route Castello puis de lever le siège des poches chiites encerclées de Zahra et Nubl. Lancée par un temps affreux le 17 février 2015, l'offensive capote rapidement.



De leur côté, les rebelles lancent plusieurs opérations

tactiques pour reprendre une partie du terrain perdu en 2014, avec des succès mitigés.

En mars 2015, les rebelles continuent leurs efforts, avec une attaque qui échoue malgré une gigantesque explosion initiale par mine, contre le centre de renseignement de l'armée de l'air syrienne au nord-est, puis le 9 mars, une plus vaste offensive contre Handarat qui ne parvient qu'à reprendre la moitié de la zone industrielle, vite reperdue par une contre-attaque du régime le 18 mars.



En juin et juillet 2015, les rebelles lancent plusieurs offensives annoncées comme majeures, avec des centres de commandement unifiés, ou des alliances nouvelles, mais sans succès. La rébellion souffre de plus en plus des dissensions et d'un problème de direction, les différents chefs militaires qui se succèdent ne se montrant pas à la hauteur, ce qui aboutit à des manifestations spontanées de la population dans les quartiers Est d'Alep, réclamant le renvoi des chefs et l'union des groupes armés.

L'attention se détourne alors d'Alep au moment où les rebelles lancent plusieurs offensives, dont une importante à Jisr el Shoghour et dans la plaine d'Al Ghab qui aboutit à des gains conséquents. De même, une offensive lancée à partir de la poche de la Ghouta Est amène la conquête de grandes zones menace le nord de Damas.

La succession d'offensives victorieuses des rebelles contre le régime au printemps et à l'été 2015 montre que le régime est à bout de souffle, malgré les soutiens iranien et russe. Les livraisons d'armes aux rebelles sont continues, même si réservées aux seuls groupes de l'ASL, et la rébellion parvient à s'unir ponctuellement tout en bénéficiant de l'expérience de groupes qui combattent depuis plusieurs années.

Le soin apporté aux opérations par le commandement rebelle montre une amélioration générale de la qualité des cadres de ces groupes, y compris au sein des brigades jihadistes.

Pourtant cette séquence favorable à la rébellion, et où le régime montre des signes inquiétants de faiblesse, ne se constate pas à Alep. La situation y est figée dans une guerre d'usure.

A l'été 2015, la rébellion ne parvient pas à avoir l'initiative à Alep, alors qu'ailleurs, le régime est au bout de ses capacités.

En septembre 2015, la Russie s'engage intensivement, d'abord par des bombardements aériens, puis par un soutien au sol qui vient compléter l'effort iranien, permanent depuis 2 ans, en apportant la technologie militaire aux milices chiites armées, formées, et encadrées par les forces iraniennes. Le 7 octobre 2015, le général Hossein Hamedani est tué à Alep, soit un nouveau haut gradé iranien tué dans la métropole.

✘ Les alliés du régime font ainsi affluer des renforts et des moyens, alors que des offensives sont déclenchées ailleurs, distrayant les forces des rebelles. Puis le 16 octobre, une offensive est lancée, avec un soutien important au sud de la ville, permettant la conquête de large portion de territoire. L'offensive est dirigée par le général Qasem Soleimani, leader des forces iraniennes al-Quds des IRGC, qui aurait même été blessé à Alep fin novembre 2015.

Appuyés sur les bases créées au sud d'Alep autour des Monts Azzan, les milices chiites bousculent le front rebelle et parviennent jusqu'à la route M5, route stratégique qui relie Alep à Idlib, dont ils ne sont repoussés que péniblement par une série de contre-attaques.

L'objectif stratégique qui est la prise de cette route, puis le lien avec les poches chiites de Fu'a et Kafraya, est donc

raté malgré les moyens et les gains territoriaux importants qui sécurisent les accès sud d'Alep.



Au même moment à l'est, la Tiger force syrienne du colonel Suheil al-Hassan dégage après un long effort, la base de Kweires encerclée depuis 2012, d'abord par les rebelles, puis par l'EI.

L'EI continue son jeu de perturbateur, en menaçant à la fois la route de ravitaillement du régime de Khanasser – Ithriya, et le front rebelle au nord d'Alep, sur le front de Mare'a. C'est la menace sur le front rebelle au Nord qui a le plus d'impact sur la situation dans la ville, en distrayant des forces rebelles, qui manquent face à l'offensive du régime d'octobre[viii].

L'année 2015 se conclut sur des contre-attaques rebelles qui bloquent l'avance des forces pro-régime, sans parvenir à reconquérir le terrain perdu.

Contrairement à d'autres fronts, les rebelles n'ont pas pu à Alep profiter de leur avantage, du fait de la pression permanente de l'EI, de leurs divisions et de leurs problèmes de Leadership.

La première raison est que la situation des rebelles à Alep est complexe, puisqu'ils sont pris entre les milices pro-régime présentes en force, l'EI qui attaque régulièrement sur le front de Mare'a, et les Kurdes présents dans la ville comme au Nord sur la liaison vers la Turquie. Chaque tentative d'opération est ainsi immédiatement suivie d'une offensive du camp qui n'est pas visé, obligeant à retirer des renforts pour tenir le front ailleurs.

Une autre raison est la mauvaise qualité de l'encadrement. Les chefs militaires se succèdent, mais il semble qu'à Alep la qualité ne soit pas au rendez-vous.

Enfin, ce sont surtout les divisions internes, l'incapacité à s'unir et à appliquer un plan cohérent sur la durée qui expliquent que la rébellion ne parvienne pas en 2015 à reprendre du terrain à Alep.

Les groupes ASL sont minoritaires, mais disposent des livraisons d'armes, à condition qu'ils s'engagent à ne pas combattre aux côtés des jihadistes. Écartés des livraisons, d'armes, les groupes jihadistes n'hésitent pas à attaquer les groupes rebelles qui viennent de Turquie équipés à neuf, pour saisir les armes dont ils ont besoin.

Enfin, les tractations, déclarations communes, appels à l'unité sont constants, toujours suivis de peu d'effets sur le terrain. Les chefs de groupes rebelles sont plus mobilisés par leurs manœuvres politiques, leurs négociations, leur communication que par les opérations militaires.

Pour sa part, le régime a continué à progresser lentement mais sûrement dans la reconquête d'Alep et de sa région, qui constitue une priorité pour Damas comme pour l'allié iranien.

Alep 2016 : la fin

✘ Le 1^{er} février 2016, le régime lance une nouvelle offensive au nord d'Alep, en direction des poches chiites de Nubl et Zahraa. La progression est rapide car les rebelles sont pris entre deux feux : les milices chiites fortement appuyées par des moyens lourds (aviation, artillerie et tank T-90 livrés récemment par la Russie), et l'EI qui continue d'attaquer sur le front de Mare'a.

Le front s'effondre face aux forces pro-régime dès le 2 février et la progression est rapide avec la prise de Hardatin et Ratyan. Le 3 février, le siège des poches chiites est levé, et la route directe vers la Turquie par le nord est coupée.

✘

Un troisième front s'ouvre le 4 février, lorsque les Kurdes du YPG attaquent à partir de leur position d'Afrin, les rebelles à Azaz, prenant à revers les groupes qui résistent face à l'EI. Cette action, vécue comme une trahison, engendre un effondrement du moral, et les rumeurs circulent d'une évacuation complète de la zone. Mais les groupes locaux rebelles de Mare'a s'accrochent, couvrant Azaz qui tient bon.

L'intervention Kurde engendre l'engagement de la Turquie qui bloque la progression et préserve la petite poche rebelle autour d'Azaz par des bombardements d'artillerie depuis la frontière.

De leur côté les Kurdes capturent la base de Menagh, et surtout occupent toute la zone au nord de celle conquise par le régime, coupant tout contact entre les rebelles d'Azaz et le régime.

Cette offensive foudroyante aboutit à des résultats stratégiques majeurs en quelques jours, mais avec des pertes importantes, y compris parmi les conseillers iraniens, comme par exemple le général Mohsen Qajarian[ix].

La rébellion est coupée en deux : les quartiers à l'est d'Alep qui sont encore reliés par une route, et une petite poche autour d'Azaz accrochée à la frontière turque.

Le sort des quartiers rebelles de l'est d'Alep[x] commence à être compliqué, puisque protégés au nord par les Kurdes, les milices pro-régime se concentrent contre la dernière voie de communication, la « Castello road ». La progression est lente mais constante en juin et juillet, toujours associées à des bombardements permanents des civils. L'intensité de ces raids, qui visent surtout les installations civiles (boulangerie, source d'eau, hôpitaux et dispensaires...) déclenche une première vague de solidarité en faveur d'Alep.

Les opérations marquent alors une pause, les soutiens du régime lançant une offensive en mars contre l'Etat islamique


pour reprendre Palmyre en mars, et tenter de pousser vers l'est en juin 2016.

Le régime pousse maintenant vers le sud pour couper la dernière route Castello Road, qu'il tient depuis des mois sous son feu. Les deux cartes ci-dessous montre la progression entre avril et juillet 2016.



La Russie bloque toujours les initiatives internationales, en utilisant son veto à l'ONU.

Le 18 juillet, la route Castello est coupée, marquant le début du siège d'Alep Est. En réaction, les rebelles tentent d'attaquer la poche kurde d'Alep, qui résiste et contre-attaque et avancent eux aussi vers la route Castello.

 Le 31 juillet, une nouvelle union de groupes rebelles, Jaish al-Fatah lance une offensive au sud-ouest pour rouvrir un corridor levant le siège d'Alep Est. Préparée avec soin et bénéficiant d'un engagement important des groupes jihadistes dont le Jabhat Fatah al Sham (ex- front al-Nosra), l'opération est un succès en 5 jours.

La levée du siège d'Alep-est engendre le siège d'Alep Ouest. Les forces pro-régime ne peuvent accepter cette situation et réagissent très vite, profitant des forces amassées pour les offensives précédentes.

Lancée le 11 août 2016, la contre-attaque du régime rétablit le siège le 18. Les rebelles engagés dans cette opération ont été affaiblis par le départ vers la Turquie de plusieurs groupes de rebelles de l'ASL. De plus, le corridor ouvert était trop étroit et manquait de profondeur[xi] pour tenir face à une contre-attaque engageant de gros effectifs bien soutenus.

Il s'avère que les rebelles à Alep ont pâti de l'opération Euphrate Shield, lancée à Jarablus le 31 août par la Turquie avec des éléments ASL retirés du front d'Alep ouest. Une nouvelle fois, les contradictions de commandement et de plans, et l'irruption d'un nouvel acteur suivant son propre agenda (cette fois la Turquie) a scellé le sort de la rébellion à Alep.



Sous la pression de la communauté internationale, la Russie s'engage à organiser un cessez-le-feu humanitaire autour de la route Castello le 15 septembre pour permettre le passage de convois de l'ONU pour ravitailler les quartiers rebelles d'Alep Est. Mais ce cessez-le-feu n'est pas réellement appliqué, l'aviation russe et du régime continuant à bombarder Alep, et le 19 septembre, un des convois de l'ONU est la cible d'une attaque aérienne dévastatrice, alors qu'il tentait de s'approcher d'Alep Est.

Les opérations semblent se calmer dans la poche, qui est bombardée par des raids aériens et des tirs d'artillerie, aggravant la situation sanitaire des 250 000 civils pris au piège.

Le 28 octobre, la coalition rebelle Jaysh al Fatah lance une offensive minutieusement préparée en vue d'ouvrir un nouveau passage et de lever le siège d'Alep Est. L'opération débute par une série d'attaques suicides au camion piégé particulièrement efficaces et qui permettent la conquête rapide de plusieurs quartiers à l'ouest.



L'offensive est soutenue par des salves de roquettes sur toutes les bases aériennes et QG des forces pro-régime, et elle se signale par l'emploi de combattants amenés en moto directement au pied des immeubles objectifs des attaques.

L'axe d'attaque choisi prend par surprise les forces pro-régime, mais se trouve être l'un des secteurs les plus forts des défenses d'Alep ouest (autour de l'académie militaire).



L'offensive s'enraye rapidement. Les pertes et l'épuisement liés au combat urbain se cumulant avec les renforts rapidement amenés par les iraniens, qui commandent de fait les opérations à Alep depuis plusieurs années. Les rebelles semblent aussi manquer de réserves d'éléments entraînés et motivés pour continuer les assauts urbains pendant la nuit.

Pendant les deux premiers jours, le soutien aérien des défenseurs pro-régime a été réduit, avec l'absence remarquée de l'aviation russe.

Enfin, il faut aussi noter que les forces rebelles dans la poche n'ont pas attaqué pour essayer de prendre à revers les positions du corridor, ou au moins faire diversion.

L'offensive se termine début novembre par la reconquête par le régime de tous les quartiers perdus. Les pertes rebelles ont été lourdes et surtout l'impact moral sur les assiégés d'une opération présentée comme « la mère de toutes les batailles » va être décisif.

Avant de détailler les derniers combats qui vont voir la poche être submergée progressivement, il n'est pas inutile de rappeler que la zone encore tenue par les rebelles est dominées par les hauteurs autour. Il s'agit d'une cuvette autour de la rivière Quwayq, et qui ne disposait de points d'ancrage géographiques qu'au nord, dans les secteurs justement perdus en premier (secteurs moins urbanisés qu'au centre et au sud).



Dès le 15 novembre 2016, après une campagne de bombardements aériens contre la poche, avec notamment l'emploi de bombes à

très forte puissance anti-bunkers, les groupes pro-régime lance leurs assauts par le nord. Des diversions sont effectuées au sud dans les secteur de Sheikh Saeed, Rasidoun...

La progression est lente et ce n'est qu'à partir du 22 novembre que le quartier de Hanano est perdu progressivement. Le 27 novembre, les défenses au nord s'effondrent brutalement et plusieurs quartiers sont rapidement perdus. La poche est en danger d'être coupée en deux.



Au même moment, des affrontements ont lieu entre groupes rebelles au sein de la poche d'Alep. L'enjeu est à la fois les armes détenues par les groupes de l'ASL, et que les groupes jihadistes veulent récupérer, et la sanction d'un commandement qui est resté passif aussi bien lors de l'offensive de dégagement de fin octobre, qu'avec l'effondrement des défenses au nord.

Les rebelles évacuent dans la nuit tout le nord de la poche, et leurs positions à proximité de la citadelle d'Alep, réduisant la surface de près de 40 %, et reconstituant un périmètre cohérent autour de la rivière Quwayq. Un nombre important de civils est abandonnés, et cherchent à fuir d'abord vers l'enclave kurde. Les milices kurdes profitent de la situation pour récupérer le contrôle de plusieurs quartiers, agrandissant leur enclave.



Les exactions des milices pro-régime commencent à être signalées dans les quartiers nouvellement repris : arrestations des hommes à partir de 15 ans, enlèvement de suspects, exécutions sommaires de prisonniers...

La poche rebelle est réduite, et surpeuplée. Elle est soumise à un bombardement permanent et indiscriminé, de l'artillerie et de l'aviation. Le moral est très bas, et les groupes de

combattants semblent fortement diminués.



Il n'y aurait que quelques centaines de combattants encore actifs, sous les ordres d'un nouveau chef dans le cadre d'une nouvelle coalition, Jaysh Halab, proclamée comme rétablie le 1^{er} décembre 2016.

Les milices pro-régime souhaitent en terminer rapidement et cherchent à exploiter leurs succès en poursuivant leurs offensives. Si le périmètre de la poche se rétrécit au nord, les rebelles tiennent bon et parviennent même à reprendre lors d'une contre-attaque le secteur de Sheikh Saeed à peine perdu.

La progression est régulière à l'est de la poche au début décembre, les rebelles ne parvenant pas à rétablir leurs fronts.

Le 8 décembre, les milices pro-régime annoncent une pause dans leur offensive, officiellement pour permettre l'évacuation de civils pris au piège des combats, mais sur le terrain les attaques continuent les jours suivants.

La Russie soutient par ses frappes aériennes cette offensive, menée sous commandement iranien, mais aussi en bloquant toute initiative de l'ONU par son veto. Régulièrement, des pourparlers pour une trêve et une évacuation de la poche sont annoncés par la Russie, alors que sur le terrain les combats ne cessent pas réellement. Il s'agit de réduire la pression internationale, de plus en plus importante à mesure que les images de l'écrasement des civils dans la poche se répandent sur les réseaux sociaux.

L'offensive redémarre le 10 décembre, et les rebelles résistent d'abord, revendiquant avoir infligé des pertes aux forces pro-régime. Mais la poursuite de l'offensive sur plusieurs jours amènent un nouvel effondrement des défenses,

écrasées sous les bombes.

La poche est réduite de moitié, avec la perte de tous les quartiers à l'ouest de la rivière Quwayq, tandis que Sheikh Saeed est définitivement pris. Le 12 décembre de larges portions de la poche sont tombées aux mains des milices pro-régime.

La poche est réduite à quelques quartiers et le régime proclame la fin de la bataille d'Alep, qui est fêtée à Alep Ouest, alors que les combats continuent et que les rebelles annoncent vouloir résister jusqu'à la mort.



Le 12 décembre, les informations sur les exécutions sommaires, et des meurtres de civils (certains brûlés dans leurs abris de fortune) se multiplient, tandis que l'exiguïté de la poche rend impossible de maintenir le contact avec les témoins et journalistes encore présents.

Le 13 décembre, après 4 années de guerre, Alep peut être considérée comme perdue. Les dernières informations feraient état d'un accord pour un cessez-le-feu et une évacuation, sans plus de précisions, sous supervision de la Russie et de la Turquie.

Conclusion :

La bataille d'Alep est symptomatique du conflit syrien, avec l'échec militaire de la rébellion modérée lié à la fois au manque de soutien extérieur, aux divisions internes mais aussi aux interventions constantes d'acteurs étrangers à la contestation qui, poursuivant leur agenda propre, brouillent les opérations et diluent les efforts.

Au niveau stratégique, la bataille d'Alep est d'abord une victoire de l'Iran, qui assoie sa domination sur la Syrie, et impose son influence sur le nord de la Syrie. Cette zone est

stratégique pour Téhéran à plus d'un titre. Au-delà des aspects historiques (Alep est l'un des débouchés de la route de la Soie...) et religieux (à Alep se trouvent des sanctuaires sacrés pour les chiites, dont le Mashad de la Goutte de sang de la tête de Hussayn et le Mashad ad-Dikka, mais aussi le *Dharib* Muhsen ibn al-Imam al-Hussayn), Alep est un jalon essentiel dans la connection géographique entre l'Iran et ses projections en Syrie et au Liban. Dominer Alep permet donc aux Iraniens de pousser leur influence dans une zone leur permettant de contourner la Badya sunnite (désert irakosyrien, vivier de l'EI).

Au-delà des changements politiques à Téhéran, il est notable de constater le caractère durable et important des investissements économiques, culturels et militaires iraniens à Alep.

Il est également intéressant de relever que les pauses dans la bataille d'Alep en 2016, sont intervenues pour permettre de lancer des offensives ailleurs, notamment à Palmyre. Il existe donc un arbitrage entre la Russie, qui privilégie les offensives touchant plus directement l'EI, comme en mars 2016, et l'Iran, qui veut donner la priorité à Alep en février comme à partir de l'été 2016.

Au niveau stratégique, la rébellion à Alep a également souffert des atermoiements de la communauté internationale, et du jeu de la Turquie, qui s'implique dans la guerre civile en Syrie, mais pour poursuivre des objectifs contradictoires. L'offensive vers al-Bab, ville tenue par l'EI, n'est ainsi pas poussée au point de menacer par l'est le siège d'Alep.

Au niveau intérieur, la rébellion a souffert d'une double opposition, qui a complètement dénaturé la contestation du régime de 2011/2012 :

1. la volonté d'autonomie des Kurdes, qui poursuivent leurs propres objectifs, alternant les alliances tactiques et

locales. A Alep, le YPG a fait très tôt le choix d'une alliance objective avec le régime, permettant à ce dernier de bénéficier d'un soutien et d'économiser ses effectifs à des moments difficiles.

2. le développement des groupes jihadistes, et l'avènement de l'Etat islamique, qui ont phagocyté la rébellion, au point de la couper de ses soutiens occidentaux, et de légitimer les offensives des forces pro-régime.

Enfin, d'un point de vue tactique, la bataille d'Alep rappelle que le combat urbain est le lieu privilégié de la manoeuvre moderne, permettant un rééquilibrage entre des camps ne disposant pas des mêmes moyens lourds.

Mais c'est aussi un combat exigeant, nécessitant un volume de forces important, une coordination entre les armes (soutien aérien, artillerie, tanks et fantassins) au plus bas niveau tactique possible, un commandement expérimenté et capable d'initiatives, et des combattants entraînés et motivés. La dureté du combat urbain amène à un épuisement rapide des combattants, et nécessite des réserves pour maintenir l'effort par des relèves régulières difficiles à effectuer en plein combat et avec des groupes non professionnels (et parfois même des milices rebelles non permanentes). On constate que les contraintes du combat urbain n'ont que rarement été maîtrisées par les belligérants, avant que les Iraniens ne prennent les opérations en charge, côté du régime, et ne concentrent des forces suffisantes pour emporter la décision.

La fin proche de la bataille d'Alep va marquer un tournant dans la guerre. Aucun des camps ne peut encore revendiquer la victoire militaire, mais la nature des opérations, la forme des combats vont vraisemblablement évoluer, à mesure des changements dans les soutiens des deux camps et des leçons tirées par les rebelles de leurs échecs répétés dans une ville qu'ils ne devaient pas perdre.

Sources :

Parmi les sources utilisées, signalons l'excellent ouvrage de F. CHamaud & P. Santoni L'ultime champ de bataille – combattre et vaincre en ville aux éditions Pierre de Taillac, 2016,

Tom Cooper, Syrian conflagration – The Civil War 2011-2013,

Charles lister, The Syrian Jihad, Hurst & Company, 2015.

Notes

[i] base du 80^{ème} régiment d'artillerie

[ii] Shateri avait en effet, en tant qu'ingénieur, participé à l'aide iranienne à la reconstruction du Liban en 2006, essentiellement au sud Liban pour le compte du Hezbollah

[iii] Voir sur ce sujet l'annexe au dossier de l'ISW, Iranian Strategy in Syria by Will Fulton, Joseph Holliday & Sam Wyer – May 2013, pp. 33 et s.

[iv] L'application de la Charia dans les zones rebelles est un marronnier de la propagande du régime et de ses soutiens. En réalité, seules quelques villages autour d'Idlib sont réellement sous le contrôle de groupes imposant la Charia. Dans la plupart des zones, l'administration quotidienne est assurée par des Conseils révolutionnaires spontanés, dont les membres sont impitoyablement tués par les milices pro-régime en cas de reconquête, et les litiges entre groupes rebelles ou entre civils et groupes sont tranchés par des tribunaux locaux formés d'arbitres religieux (d'où l'amalgame trop rapide avec la Charia).

[v] Plusieurs chefs jihadistes ont été exécutés par l'EI en 2013. Mais c'est l'arrestation et le meurtre du DR Hussein Suleiman, chef d'Ahrar al Sham en décembre 2013, dont le corps mutilé est restitué par l'EI le 31/12, qui déclenche à Alep et alentours des manifestations de civils contre l'EI.

[vi] l'offensive Canopus Star est officiellement menée par la

force Tiger du colonel Suheil al Hassan, mais on constate la présence de groupes Hezbollah, des Brigades palestiniennes Liwa al Quds, etc.

[vii]

<http://www.miamiherald.com/latest-news/article1974623.html>


[viii] même si une partie est constituée de groupes locaux peu mobiles et donc pas déployables sur un autre front.

[ix] <http://en.farsnews.com/newstext.aspx?nn=13941115000330>

[x] la poche d'Alep Est est commandée officiellement par une nouvelle union Halab Fatah qui en réalité ne parvient pas à imposer son autorité aux éléments des différents groupes pris au piège.

[xi] La résistance de milices irakiennes dans les zones du New Aleppo, zones « projet P 1070 » a bloqué l'élargissement vers le nord de ce corridor.

La Bataille d'Alep 2012-2016 (1ère partie)

 Alors que le régime proclame sa victoire et que les rebelles s'accrochent à leurs derniers quartiers dans le sud-est de la ville, il est apparu utile de revenir sur l'histoire de la bataille d'Alep, analysée sur le temps long.

L'ampleur de la tâche nécessite un billet en deux parties, illustré par différentes cartes glanées sur le net.

La bataille d'Alep est symptomatique des impasses dans lesquelles les deux camps qui s'y opposent sont enfermés,

qu'il s'agisse du régime de Bashar el-Assad, ses alliés comme de la rébellion et ses soutiens. Mais c'est aussi un affrontement qui voit l'irruption régulière d'acteurs extérieurs, qui poursuivent chacun leur propre agenda et viennent parasiter l'affrontement entre un système dictatorial clientélisme et une opposition divisée et trop dépendante des extrémistes.

Introduction :

Alep est en 2011 la ville la plus importante de la Syrie (2,5 millions d'habitants environ), avec une répartition entre une majorité de 80 % de sunnites, et une multitude d'autres communautés : Kurdes, Chrétiennes, mais aussi chiites[i].

Poumon économique du pays, et rivale malheureuse de Damas, la ville d'Alep représente un pôle humain et symbolique important dans la Syrie du régime d'Assad.



En effet, c'est à Alep qu'un des premiers actes de contestation contre la dictature alaouite a été commis, lorsqu'en juin 1979, un officier sunnite de l'armée a séparé les cadets de l'académie d'artillerie d'origine alaouite et les a exécuté, tuant ainsi plus de 83 élèves-officiers.

Cet attentat, marquant le début d'une répression contre les frères musulmans syriens, a été préparé grâce au soutien du mouvement islamiste de l'avant-garde combattante (Al-Talia al-Muqatila) d'Anan Uqlah, qui tentera un soulèvement populaire en mars 1980 dans la ville, vite réprimé.

Jusqu'en 2010, Alep est l'objet de 3 pressions concentriques et contradictoires :

- d'abord, c'est l'un des lieux de l'activisme kurde en Syrie, communauté majoritaire dans des régions plus au

nord (Afrin), comme en témoigne les manifestations de mars 2004 en réaction au massacres ayant suivi l'incident de Qamishli[ii], et la répression régulière des manifestations kurdes, y compris la fête de Newroz[iii].

- Ensuite, Alep est aussi une zone où les frères musulmans et les mouvements islamistes sont fortement implantés, autour de certaines mosquées sunnites comme al-Sahour (il y a eu à Alep des célébrations après les attaques du 11 septembre 2001)
- Enfin, Alep est une zone privilégiée d'action culturelle, sociale et économique de l'Iran.

Il convient de développer ce point puisque lors des accords de partenariat culturel signés le 8 novembre 1975 entre la Syrie et l'Iran, il a été prévu l'ouverture de 2 départements universitaires d'histoire et de littérature arabo-persanes : un à Damas et un à Alep[iv].

Alep est également le lieu où se trouvent la moitié des Iraniens résidant en Syrie, et l'objet d'investissements culturels, économiques et militaires permanents. C'est notamment au sud d'Alep, à As-Safira que se trouve l'une des usines de missiles iraniens à destination du Hezbollah, et plusieurs camps d'entraînement financés par l'Iran (camps grandement développés depuis 2012, notamment dans le sud d'Alep, entre le mont Azzan et Safira)

Nous reviendrons sur l'importance spécifique d'Alep et de sa région pour la stratégie de l'Iran dans le Moyen-Orient.

Enfin, Alep est aussi tournée depuis la signature du traité de libre-échange turco-syrien en 2007, vers la Turquie, ce qui a permis un développement économique tourné vers le nord et l'est[v].

Alep en 2011 : à l'écart des grandes contestations :

Ville universitaire et très peuplée, mais aussi touchée par la

récession et l'échec de la libéralisation économique tentée par Bachar el-Assad au début des années 2000, Alep a évidemment été le lieu de manifestations de contestations du régime dès le printemps 2011.

Dès le 15 mars 2011, une première manifestation importante a eu lieu à Alep, en même temps que dans d'autres villes du pays. D'autres manifestations suivent à Alep comme dans tous le pays, y compris des villes dites alaouites comme Tartous et Lattaquié (par exemple les manifestations générales du 25 mars). Ces manifestations sont toutefois moins importantes à Alep qu'ailleurs, surtout au regard de la taille de la métropole.

Pour autant à partir de mai 2011, les manifestations à Alep, notamment d'étudiants, sont durement réprimées par les services de sécurités et les partisans du régime. En juin, afin de dissuader les manifestations, les Shabiha effectuent plusieurs raids préventifs, raflant les étudiants directement dans les campus, comme le 22 juin, jour où les premiers check-points sont installés pour contrôler les accès entre Alep et la Turquie.

En réaction avec ce déploiement, le 30 juin a lieu une nouvelle manifestation à Alep, en même temps qu'une manifestation de soutien au régime, qui dégénère en combats de rue, entre les partisans loyalistes et les étudiants protestataires.

Malgré la répression, la contestation commence à prendre de l'ampleur à Alep puisque le 1^{er} juillet, une nouvelle manifestation dépasse pour la première fois les 10 000 protestataires. Chiffre qui va doubler le 15 juillet lors d'une marche pour la libération des otages (manifestants arrêtés et détenus arbitrairement par le régime). Le 22 juillet, l'armée ouvre le feu à Alep sur la manifestation, faisant plusieurs morts.



A partir de l'été 2011, le pays bascule dans la guerre civile, avec l'apparition de mouvements de guérillas formés de déserteurs de l'armée syrienne, ou d'islamistes opportunément libérés des geôles du régime par Assad au prétexte d'une amnistie politique qui, en réalité, a réussi à « islamiser » la contestation pour la déconsidérer auprès des minorités comme à l'étranger.

Le régime s'est concentré d'abord sur la répression violente dans ses zones centrales (pays alaouite et Damas), et dans les villes permettant de lier la capitale à la côte. Il a ainsi engagé ses unités d'abord pour contrôler le pays et sa capitale, mais aussi contre celles qui lui semblent les plus actives et donc dangereuses, dans la contestation.

Alep a ainsi été relativement épargnée par les premières opérations militaires de répression ultra-violente menées par l'armée syrienne et les milices Shabiha du régime.

Plusieurs commentateurs ont relevé que par rapport à d'autres régions (Deraa, Homs, Hama), Alep comme Damas avaient basculé dans la violence tardivement, accréditant la thèse selon laquelle la révolution syrienne était en fait une opposition campagne / ville.

Cette thèse s'appuie aussi sur l'organisation par le régime de nombreuses contre-manifestations à Alep, parfois de grande ampleur, construisant de la ville une image de loyauté qui va se révéler fausse. Enfin, les rebelles qui attaqueront en 2012, le feront à partir des campagnes alentours.

Mais cette thèse, construite a posteriori, ne résiste pas à la sociologie des composantes de l'opposition, même à Alep. En effet, si de prime abord les opérations de l'année suivante semblent confirmer l'opposition mise en avant par la propagande du régime (bourgeoisie urbaine ouverte et

multiculturelle versus paysannerie sunnite ignorante et rétrograde), la réalité impose de constater qu'à Alep, la contestation sera l'oeuvre des jeunes (étudiants) et que dès l'arrivée des rebelles, des Conseils locaux (dont certains survivent encore en 2016) sont spontanément constitués, signant l'adhésion des populations aleppines à l'opposition.

Il n'en demeure pas moins, qu'Alep est un lieu où les manifestations de 2011 sont (relativement) moins nombreuses, tandis que le régime parvient à y rassembler de grandes foules de sympathisants (parfois ramenés des zones alaouites voisins).

La structure communautaire de la ville explique aussi cette particularité. En effet, les forces de sécurité ont rapidement acquis l'aide des Kurdes du PKK, qui s'engagent à ne pas s'impliquer dans les manifestations à Alep en contrepartie d'une tolérance du régime plus à l'est (Qamishli où se crée le Kurdish National Council)[vi].

D'une manière plus générale, la présence d'une mosaïque de communautés, contrebalance une contestation du régime rapidement dominée par les sunnites.

Enfin, il faut ajouter que les unités militaires présentes à Alep (18^{ème} division blindée et surtout 85^{ème} brigade mécanisée de la 10^{ème} division blindée), ont été employées ailleurs (en répression à ar-Rastan) ou ont été progressivement vidées de leurs effectifs par les défections des éléments sunnites. La répression enclenchant l'engrenage de violences qui mène jusqu'à la guerre civile, est donc plus tardif à Alep que dans d'autres villes.

Alep en 2012 : l'embrasement soudain

La situation de tensions se poursuit au printemps 2012, les manifestations et contre-manifestations continuent dans la ville, alors que la guerre civile s'étend dans le reste du

pays. Autour de la métropole se forment progressivement des groupes armés constitués de déserteurs de l'armée syrienne, mais aussi de djihadistes étrangers arrivant par la Turquie.

C'est en juillet 2012 que la bataille d'Alep commence, lorsqu'après avoir pris le contrôle des principaux passages à la frontière turque (bal al-Hawa, bab al-Salameh et Jarablus), les groupes rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) lancent une offensive vers le centre de la métropole. Les groupes de l'ASL sont étroitement mêlés aux groupes islamistes et djihadistes. La motivation et la discipline de ces groupes extrémistes tranchent avec ceux de l'ASL, surtout que certains de ces groupes formés de combattants étrangers, y compris déjà des Européens, sont bien plus mobiles que les milices ASL locales, souvent attachées à la défense du village où elles sont recrutées.

C'est ainsi que l'activité militaire de Jabhat al-Nusra (groupe djihadiste de la rébellion affilié à Al Qaida – JAN) devient importante à Alep, qui constitue l'une des premières et plus importantes zones de combat de cette organisation[vii].

Les groupes islamistes forment ainsi en août 2012 une première coalition appelée Liwa al-Tahwid, autour du JAN et d'Ahrar al-Sham (AAS), qui est reconnue par le Conseil Révolutionnaire d'Alep[viii], instance civile et modérée qui prend spontanément en main la gestion des zones libérées dans la ville.



(en vert les offensives rebelles de 2012)

Une fois les forces du régime sur place engagées vers le Nord et la frontière turque (la 78^{ème} brigade blindée est engagée à Azzaz), l'offensive rebelle contre la ville est lancée avec environ 6 à 7 000 hommes[ix] le 19 juillet 2012 et se heurte à

une résistance du régime, qui a eu le temps de se préparer et profite des nombreuses installations militaires dans et autour de la métropole[x].

Les unités encore présentes à Alep, affaiblies par les défections, sont déployées en demi-cercle couvrant le nord de la ville. Il s'agit alors principalement de la 56^{ème} brigade auxquels sont amalgamés les restes des 18^{ème} et 56^{ème} brigades mécanisées. Face à l'assaut rebelle, cette unité reflue sur la ville en abandonnant d'importants stocks d'armes et de munitions.

L'offensive initiale rebelle rencontre donc le succès puisque les rebelles avancent rapidement depuis le nord et l'est vers le cœur et le sud de la ville, encerclant de nombreuses positions, avec le soutien des populations dans de nombreux quartiers.

Le régime réplique en faisant affluer des renforts jusqu'à 20 000 hommes, tirés de nombreuses unités dans d'autres régions[xi], dont le 416^{ème} régiment de sécurité, constitués de soldats alaouites de Tartous entraînés par des instructeurs iraniens.

Les bombardements aveugles des quartiers perdus commencent avec l'engagement des différentes formations d'instruction d'artillerie présentes à Alep (dont le 80^{ème} régiment d'artillerie). Le régime cherche ainsi ralentir l'avance en attendant l'arrivée des renforts.

x A Alep comme ailleurs, le régime décide aussi d'armer des milices confessionnelles (chrétiennes et arméniennes). Enfin, il laisse les coudées franches dans les zones kurdes au YPG, ce qui lui permet de libérer des effectifs dont il a besoin pour essayer d'endiguer l'offensive rebelle. Enfin, il forme aussi des unités d'infanterie à partir de la dissolution d'unités de défenses anti-aériennes. Ces expédients permettent

de tenir de nombreuses positions isolées dans toute la métropole et aux alentours.

Le 28 juillet, le régime lance une contre-attaque contre le quartier stratégique de Salaheddine, un des premiers secteurs pris par les rebelles, qui est repoussée après plusieurs jours de combats.

La situation devient confuse alors que l'aviation syrienne commence ses bombardements, et que les Kurdes du YPG attaquent brièvement l'armée syrienne.

En août les combats se poursuivent, avec un essoufflement de l'offensive rebelle, après la conquête de larges secteurs de la ville. Le régime parvient à reprendre Salaheddine, avec l'engagement de la 104^{ème} brigade mécanisée (de la Garde Républicaine). Il libère sa route de ravitaillement vers le sud, tandis que les rebelles attaquent la vieille citadelle au cœur d'Alep, occasionnant des dommages à ce patrimoine historique exceptionnel.

A la fin août, l'armée reprend des quartiers chrétiens du centre historique, tandis que 48 financiers et banquiers du régime déclarent soutenir la rébellion, preuve que la bourgeoisie aleppine est aussi concernée par la contestation du régime d'Assad.

Les combats se poursuivent avec intensité dans différents quartiers avant que le 27 septembre 2012, les rebelles lancent une offensive qualifiée de finale contre Alep, avec en tête les groupes djihadistes du Liwa al-Thawid. Cette offensive est un échec au bout de 3 jours, dégénéralant en combats de rues, et se heurtant aussi à l'opposition armée du YPG.

Le 9 octobre, alors que les combats continuent, les rebelles coupent la route M5 qui relie Alep à Damas, et dans la foulée lancent une attaque sanglante contre la grande mosquée d'Alep, dans laquelle se sont réfugiés des éléments militaires du

régime.

Depuis le mois de septembre, outre les combats de rue, les rebelles multiplient les attaques suicides à la voiture piégée contre les installations du régime, y compris au milieu des quartiers encore tenus par l'armée syrienne.

Une nouvelle offensive rebelle échoue en octobre 2012, tandis qu'à la fin du mois les combats recommencent entre les rebelles et les Kurdes.

Au mois de novembre, les rebelles conservent l'initiative et se concentrent désormais contre les bases militaires du régime, surtout à l'ouest de la ville. Ces attaques ont d'abord peu de succès, mais débouchent sur la capture de la base 46, à Urum al-Sughra, qui était assiégée depuis 2 mois. Là encore, les djihadistes forment le gros des forces d'assaut de l'ASL contre ces positions.

En décembre, le Liwa al-Tawhid capture l'école militaire d'Alep (au nord), tandis que les rebelles isolent l'aéroport international d'Alep (à l'est), menacé d'attaque aux missiles antiaériens par le JAN (il ferme aux vols commerciaux le 22/12/2012).

A la fin de l'année 2012, les combats qui ont commencé tardivement sont très intenses. Les rebelles ont clairement l'initiative mais ne disposent pas d'une supériorité suffisante pour emporter la décision et conquérir toute la ville. L'implication dans les combats des groupes djihadistes est très importante, à commencer par le JAN qui déploie à Alep 2 000 combattants, soit 23 % de ses effectifs totaux en Syrie à la fin 2012. Seul le groupe JAN engagé à Idlib est plus important.

Le combat urbain avantage généralement la défense. La tactique des rebelles comme du régime implique l'action des snipers, installés sur les hauteurs et les toits, pour cibler les fantassins et isoler les blindés qui sont ensuite attaqués aux

RPG-7 (et aux premiers missiles antichars ATGM).

Après une percée initiale liée à la supériorité numérique, les rebelles luttent en infériorité face aux forces du régime, qui reçoivent des renforts réguliers, mais les isolements successifs et nombreux des deux camps entravent la prise d'avantages définitifs, du fait des difficultés à se ravitailler en armes et en munitions.

Ces difficultés aggravent l'épuisement inhérent au combat urbain, qui sollicite énormément les combattants, surtout ceux dépourvus d'armes lourdes et d'entraînement.

[i] A proximité d'Alep se trouvent des villes à majorité chiite de Nubl et Zahraa

[ii] voir par exemple :
http://www.kurdwatch.org/pdf/kurdwatch_gamischli_en.pdf page 8

[iii] voir ici :
<https://www.hrw.org/report/2009/11/26/group-denial/repression-kurdish-political-and-cultural-rights-syria>

[iv] voir Nadia von Maltzahn, The Syria-Iran Axis – Cultural Diplomacy and International Relations in the Middle East, tableau « Persian facilities in Syria, with year of establishment »

[v] F. Balanche, « Chapitre 1 – Alep et ses territoires : une métropole syrienne dans la mondialisation » in Alep et ses territoires, coll. Sous la direction de J.-C. David et T. Boissières, IFPO, <http://books.openedition.org/ifpo/6648>

[vi]
<https://lb.boell.org/en/2014/03/03/kurds-and-syrian-revolution-statehood-participation>

[viii]
https://www.washingtonpost.com/world/middle_east/in-syria-grou

p-suspected-of-al-qaeda-links-gaining-prominence-in-war-to-topple-assad/2012/08/19/c7cffd66-
ea22-11e1-9ddc-340d5efb1e9c_story.html?utm_term=.621ea8eea82b

[ix] au moins 18 groupes rebelles déclarent participer à cette offensive

[x]

<https://www.theguardian.com/world/2012/jul/22/syrian-rebels-fight-aleppo>

[xi] on note des éléments des 3^{ème}, 4^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 17^{ème} et 18^{ème} divisions affluant de Hama, Homs et les régions côtières alaouites ;